



RAPPORT SUR L'INVESTISSEMENT DANS LE MONDE 2023

INVESTIR DANS L'ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS

TRADUCTION NON OFFICIELLE

MESSAGES CLÉS

L'IED MONDIAL RECOULE, MAIS LES ANNONCES DE NOUVEAUX PROJETS AUGURENT D'UNE ECLAIRCIE

L'investissement étranger direct (IED) mondial a diminué de 12 % en 2022, pour atteindre 1 300 milliards de dollars. Cette baisse est principalement due à la diminution des volumes de flux financiers et de transactions dans les pays développés. Les tendances de l'investissement réel ont été plus positives, avec une croissance des annonces de nouveaux projets d'investissement dans la plupart des régions et des secteurs. L'IED dans les pays en développement a légèrement augmenté, bien que la croissance se soit concentrée dans quelques grandes économies émergentes. Les flux entrants dans de nombreux petits pays en développement ont stagné et l'IED vers les pays les moins avancés (PMA) a diminué.

Les tendances dans l'industrie ont montré une augmentation du nombre de projets dans les infrastructures et dans les industries qui font face à des pressions de restructuration de la chaîne d'approvisionnement, y compris l'électronique, l'automobile et la machinerie. Trois des cinq plus grands projets d'investissement ont été annoncés dans le secteur des semi-conducteurs, en réponse à la pénurie mondiale de puces électroniques. Les investissements dans les secteurs de l'économie numérique ont ralenti après le boom de 2020 et 2021.

Le nombre de projets d'investissement dans le secteur de l'énergie est resté stable, apaisant ainsi les craintes d'une baisse des investissements dans les combustibles fossiles due à la crise de l'énergie. Les grandes compagnies pétrolières vendent progressivement des actifs liés aux combustibles fossiles à des sociétés de financement par capitaux propres et à de plus petits opérateurs avec moins d'exigences de confidentialité, ce qui appelle à de nouveaux modèles de transaction pour garantir une gestion responsable des actifs.

LE DÉFICIT D'INVESTISSEMENT DANS LES ODD S'ACCENTUE MALGRÉ LA CROISSANCE DE LA FINANCE DURABLE

L'investissement international dans les secteurs d'intérêt pour les objectifs de développement durable (ODD) dans les pays en développement a augmenté en 2022. Les infrastructures, l'énergie, l'eau et l'assainissement, les systèmes agroalimentaires, la santé et l'éducation ont tous vu le nombre de projets d'investissement augmenter. Toutefois, par rapport à 2015, date à laquelle les ODD ont été adoptés, les progrès sont modestes.

Un examen des besoins d'investissement à mi-parcours de l'Agenda 2030 pour le développement durable montre que le déficit d'investissement dans tous les secteurs des ODD est passé de 2 500 milliards de dollars en 2015 à plus de 4 000 milliards de dollars par an aujourd'hui. Les écarts les plus importants concernent l'énergie, l'eau et les infrastructures de transport. Cette augmentation résulte à la fois d'un sous-investissement et de besoins supplémentaires.

Le déficit croissant d'investissement dans les ODD dans les pays en développement contraste avec les tendances positives en matière de durabilité sur les marchés de capitaux mondiaux. La valeur du marché de la finance durable a atteint 5 800 milliards de dollars en 2022. Les fonds durables ont enregistré des entrées nettes positives, tandis que les fonds traditionnels ont connu des sorties nettes. L'émission d'obligations durables se poursuit également ; elle a été multipliée par cinq au cours des cinq dernières années. Les principales priorités du marché sont d'accroître l'exposition aux pays en développement et de répondre aux préoccupations liées à l'écoblanchiment.

LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ONT BESOIN DE PLUS DE SOUTIEN AFIN D'ATTIRER DES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Les investissements internationaux dans les énergies renouvelables ont presque triplé depuis l'adoption de l'Accord de Paris en 2015. Cependant, une grande partie de cette croissance s'est concentrée dans les pays développés. Plus de 30 pays en développement n'ont pas encore enregistré un seul projet d'investissement international d'envergure dans les énergies renouvelables. Le coût du capital est un obstacle majeur à l'investissement énergétique dans les pays en développement. L'arrivée d'investisseurs internationaux en partenariat avec le secteur public et les institutions financières multilatérales permet de réduire considérablement le coût du capital.

La plupart des pays en développement ont fixé des objectifs pour la transition énergétique dans des contributions déterminées au niveau national. Seul un tiers d'entre eux a traduit ces objectifs en exigences d'investissement, et peu ont élaboré les spécifications des actifs nécessaires à la conception de mécanismes de promotion ciblés et à la commercialisation de projets susceptibles d'être financés. En conséquence, de nombreux pays en développement utilisent des mécanismes d'incitation fiscale et financière génériques qui sont moins efficaces pour promouvoir les investissements dans la transition énergétique.

Le soutien à la réduction des risques pour abaisser le coût du capital pour les investissements dans la transition énergétique dans les pays en développement doit être largement étendu.

Davantage d'assistance technique devrait être disponible pour la planification des investissements et la préparation des projets. Les accords internationaux d'investissement doivent faire l'objet d'une réforme accélérée afin d'élargir la marge de manœuvre politique en matière d'action climatique et de renforcer les dispositions relatives à la promotion et à la facilitation. Le présent rapport propose un pacte d'action pour l'investissement dans l'énergie durable pour tous, assorti de recommandations relatives aux politiques d'investissement nationales et internationales, aux partenariats mondiaux et régionaux, aux mécanismes de financement et à l'implication des marchés de capitaux.

RÉSUMÉ GÉNÉRAL

TENDANCES DES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

Après une chute brutale en 2020 et un fort rebond en 2021, les investissements étrangers directs (IED) mondiaux ont diminué de 12 % en 2022, pour atteindre 1 300 milliards de dollars. Ce ralentissement est dû à la polycrise mondiale : la guerre en Ukraine, les prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie, et les pressions liées à la dette. Le financement de projets internationaux et les fusions et acquisitions transfrontalières ont été particulièrement affectés par le durcissement des conditions de financement, la hausse des taux d'intérêt et l'incertitude sur les marchés de capitaux.

L'environnement mondial pour le commerce international et l'investissement international connaît toujours des difficultés en 2023. Bien que facteurs économiques contraires qui ont influencé les tendances de l'investissement en 2022 se soient quelque peu calmés, ils n'ont pas disparu. Les tensions géopolitiques restent vives. Les récentes turbulences du secteur financier ont ajouté à l'incertitude des investisseurs. La CNUCED s'attend à ce que les pressions à la baisse sur l'IDE mondial se poursuivent en 2023. Les premiers indicateurs pour le premier trimestre 2023 montrent des tendances faibles dans le financement de projets internationaux et de fusions-acquisitions.

Les tendances en matière de nouveaux investissements constituent un contrepoids positif. Le nombre d'annonces de projets a augmenté de 15 % en 2022, et les données du premier trimestre 2023 montrent également une certaine résilience. Les tendances de l'investissement international dans les actifs productifs réels sont donc plus positives que ne le suggèrent les données globales sur l'IDE.

La baisse de 2022 des flux d'IDE est principalement due aux transactions financières des entreprises multinationales (EMN) dans les économies développées, où l'IDE a chuté de 37 % pour atteindre 378 milliards de dollars. Le nombre de nouveaux d'investissement et d'annonces de financements de projets a augmenté de 5 %.

Dans les pays en développement, l'IED a augmenté de 4 % pour atteindre 916 milliards de dollars, soit plus de 70 % des flux mondiaux, une part record. Le nombre de nouveaux projets d'investissement annoncés dans les pays en développement a augmenté de 37 %, et les opérations de financement de projets internationaux de 5 %. C'est un signe positif pour les perspectives d'investissement dans l'industrie et les infrastructures.



L'augmentation de l'IED dans les pays en développement a été inégalement répartie. Une grande partie de la croissance a été concentrée sur quelques grandes économies émergentes.

- L'IED en *Afrique* est retombé au niveau de 2019, soit 45 milliards de dollars, après des niveaux anormalement élevés en 2021 dus à une seule transaction financière. Les annonces de nouveaux projets ont augmenté de 39 % et les opérations de financement de projets internationaux de 15 %. Le secteur de l'énergie, qu'il s'agisse des industries extractives ou de la production d'énergie, a connu la plus forte augmentation.
- Les entrées d'IED dans *les pays en développement d'Asie* sont restées stables à 662 milliards de dollars, mais représentent toujours plus de la moitié de l'IED mondial. L'Inde et l'ANASE ont été les bénéficiaires les plus dynamiques, avec des augmentations de 9 et 5 %, respectivement, et une forte croissance des annonces de projets. La Chine, deuxième pays d'accueil de l'IED dans le monde, a connu une augmentation de 5 %. L'IED dans la région du Golfe a diminué, mais le nombre d'annonces de projets a augmenté de deux tiers.
- Les flux vers *l'Amérique latine et les Caraïbes* ont augmenté de 51 %, atteignant 208 milliards de dollars, le niveau le plus élevé jamais enregistré. Les prix élevés des matières premières ont fait grimper les bénéfices réinvestis des filiales étrangères dans les industries extractives. La croissance des projets dans la région a été plus modeste, avec une augmentation de 14 % des annonces de création de nouvelles entreprises et une baisse des opérations de financement de projets internationaux.
- Les flux d'IED vers *les économies structurellement faibles et vulnérables* ont diminué. Malgré l'augmentation dans l'ensemble des pays en développement, l'IED dans les 46 pays les moins avancés (PMA) a chuté de 16 % pour atteindre 22 milliards de dollars, soit moins de 2 % de l'IED mondial. Les annonces de nouveaux projets vers les PMA ont repris un peu de terrain après le déclin de 2020–2021, mais elles sont restées bien en deçà de leur moyenne décennale. Les pays en développement sans littoral (PDSL) et les petits États insulaires en développement (PEID) ont enregistré de légères augmentations de l'IED.

Les tendances dans l'industrie ont montré une augmentation du nombre de projets dans les infrastructures et les industries à forte intensité de chaîne de valeur mondiale (CVM), une stabilité dans le secteur de l'énergie et un ralentissement dans les secteurs de l'économie numérique. Les industries à forte intensité de CVM qui sont confrontées à des pressions de restructuration de la chaîne d'approvisionnement, notamment l'électronique, l'automobile et les machines, ont vu le nombre et la valeur de leurs projets

augmenter. Trois des cinq plus grands projets d'investissement annoncés concernaient les semi-conducteurs, en réponse à la pénurie mondiale de puces électroniques.

Le degré d'internationalisation – le rapport entre les actifs étrangers et le total des actifs, les ventes et l'emploi – des plus grandes entreprises multinationales est resté stable dans l'ensemble. La tendance démontrée dans les Rapports sur l'investissement dans le monde (RIM) successifs, selon laquelle les ventes à l'étranger augmentent plus rapidement que les actifs et l'emploi, s'est poursuivie en 2022. Alors que les années précédentes, cette tendance était due aux entreprises multinationales de l'économie numérique ayant peu d'actifs, en 2022, elle a été provoquée par les prix élevés de l'énergie, qui ont stimulé les revenus des entreprises des secteurs du pétrole et du gaz, du négoce de matières premières et des services d'utilité publique. Les ventes à l'étranger des 100 premières entreprises multinationales ont augmenté de plus de 10 %, tandis que la valeur de leurs actifs à l'étranger a légèrement diminué.

L'investissement international dans les secteurs d'intérêt pour les ODD dans les pays en développement a augmenté en 2022. Les infrastructures, l'énergie, l'eau et l'assainissement, les systèmes agroalimentaires, la santé et l'éducation ont tous vu le nombre de projets augmenter. Cependant, l'augmentation depuis 2015, date à laquelle les ODD ont été adoptés, est relativement modeste, en raison de la faible croissance au cours des premières années et de la forte baisse des investissements pendant la pandémie. L'activité d'investissement dans les systèmes agroalimentaires est même inférieure au niveau de 2015.

Un examen des besoins d'investissement à mi-parcours de l'Agenda 2030 pour le développement durable montre que le déficit d'investissement dans tous les secteurs des ODD est passé de 2 500 milliards de dollars – estimés dans le RIM 2014, à la veille de l'adoption des ODD – à plus de 4 000 milliards de dollars par an aujourd'hui. Les écarts les plus importants concernent les infrastructures de l'énergie, de l'eau et des transports. L'augmentation est le résultat à la fois d'investissements insuffisants et de besoins supplémentaires.

La croissance des investissements dans les énergies renouvelables s'est ralentie en 2022. Les annonces d'investissements dans des installations nouvelles ont doublé, mais les opérations internationales de financement de projets, qui sont généralement plus importantes, ont diminué. Bien que le total des investissements internationaux dans les énergies renouvelables ait presque triplé depuis 2015, dans les pays en développement, le taux de croissance n'a dépassé la croissance du PIB que de façon marginale. Dans les PMA, la croissance des investissements dans les énergies renouvelables a été nettement inférieure à celle du PIB.



Les investissements internationaux dans la chaîne d'approvisionnement des énergies renouvelables augmentent. Le nombre de nouveaux projets annoncés dans les minéraux essentiels en 2021 et 2022 a plus que doublé par rapport au niveau moyen de la dernière décennie. Les projets d'investissement dans la fabrication de composants solaires et éoliens augmentent également, bien qu'ils partent d'un niveau bas. En 2022, la valeur des projets annoncés dans la fabrication de batteries a triplé, pour atteindre plus de 100 milliards de dollars. La plupart des projets se situent aux États-Unis et dans les centres de production européens, mais quelques pays en développement ont attiré des investissements importants.

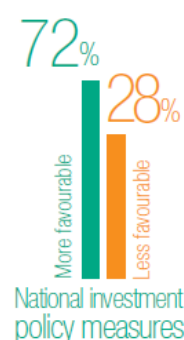
Les entreprises du secteur de l'énergie figurant dans le classement des 100 premières multinationales se défont de leurs actifs liés aux combustibles fossiles à un rythme d'environ 15 milliards de dollars par an. Les acheteurs sont principalement des fonds d'investissement privés, des petits opérateurs du secteur et des négociants en matières premières. L'une des principales préoccupations est que ces acheteurs privés (non cotés en bourse) ont souvent des objectifs de réduction des émissions plus faibles, voire inexistants, et des normes d'information sur le climat moins rigoureuses. Il est donc nécessaire d'élaborer un nouveau modèle d'accords sur le climat.

ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'activité d'élaboration des politiques d'investissement s'est intensifiée en 2022, de nombreux pays ayant adopté des mesures pour contrer un ralentissement économique attendu. Le nombre de mesures favorables à l'investissement a atteint 102, doublant presque par rapport à l'année précédente et regagnant leur part du total des mesures avant la pandémie.

La tendance à l'intensification du filtrage des IED s'est poursuivie. Le nombre de pays procédant à un contrôle des investissements pour des raisons de sécurité nationale est passé à 37. L'introduction ou le renforcement des réglementations nationales en matière de sécurité affectant l'IED représente près de la moitié des mesures politiques moins favorables à l'investissement. La plupart de ces mesures ont été introduites par les pays développés. Au total, les pays dotés de régimes de filtrage des IED représentaient 68 % du stock d'IED en 2022. Le nombre de fusions-acquisitions retirées en raison de préoccupations réglementaires ou politiques a augmenté d'un tiers.

Les mesures de facilitation de l'investissement ont occupé une place importante tant dans les pays développés que dans les pays en développement. La plupart des mesures adoptées par les pays en développement étaient axées sur la facilitation et l'ouverture de nouveaux secteurs ou activités à l'IED. Pour la première fois depuis la pandémie, le nombre de mesures favorables à l'investissement a également augmenté de manière significative dans les pays développés. Ces mesures comprenaient



des initiatives de facilitation des investissements et l'introduction d'incitations pour promouvoir les énergies renouvelables et d'autres investissements liés au climat.

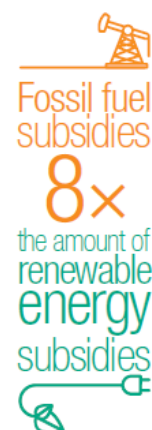
Les pays ayant des niveaux de développement différents adoptent des mesures politiques différentes pour promouvoir les investissements dans les énergies renouvelables. Les pays en développement, y compris les PMA, ont souvent recours à des incitations fiscales qui ne nécessitent pas de dépenses initiales de fonds publics rares, tandis que les économies développées privilégient les incitations financières ainsi que des instruments plus sophistiqués tels que les tarifs de rachat. L'utilisation d'enchères et d'appels d'offres pour les projets d'énergie renouvelable en tant qu'instruments communs pour attirer les investissements dans les énergies renouvelables a pris de l'ampleur dans tous les groupes de pays.

Les subventions accordées aux combustibles fossiles dans le monde s'élevaient à 1 000 milliards de dollars en 2022 – un niveau record et huit fois la valeur des subventions accordées aux énergies renouvelables. Les subventions aux combustibles fossiles ont un effet dissuasif sur les investissements dans la transition énergétique, car elles rendent la concurrence des énergies renouvelables plus difficile, surtout lorsqu'elles ne bénéficient pas du même niveau de soutien. Bien que leur suppression progressive soit complexe, en particulier pour les pays en développement, elle contribuerait à encourager les investissements dans les énergies renouvelables.

La réforme du régime des accords internationaux d'investissement (AII) s'est poursuivie en 2022. Les développements ont inclus l'émergence de nouveaux types d'accords liés à l'investissement, la fin des traités bilatéraux d'investissement (TBI) et les discussions multilatérales en cours sur la réforme des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États. Des négociations ont été conclues sur plusieurs instruments internationaux de gouvernance de l'investissement, avec des caractéristiques proactives de facilitation de l'investissement et un accent accru sur l'investissement durable.

Pour la troisième année consécutive, le nombre de dénonciations d'accords a dépassé celui des nouveaux AII. En 2022, les pays ont conclu 15 nouveaux AII et ont effectivement mis fin à 58 AII. Cela a porté l'univers des AII à 3 265 traités, dont 2 584 sont en vigueur. Le réseau d'AII est dominé par des AII d'ancienne génération. Ils se caractérisent par des engagements qui se chevauchent et des incohérences par rapport à l'impératif de durabilité mondiale. Cela comporte des risques pour l'action climatique et la transition énergétique et rend d'autant plus urgente la réforme des AII.

Environ 80 % des litiges entre investisseurs et États en 2022 ont été introduits dans le cadre d'AII signés dans les années 1990 ou avant. En 2022, les demandeurs ont déposé 46 nouveaux dossiers de règlement des



différends entre investisseurs et États dans le cadre d'AII, dont 10 dans le cadre du traité sur la charte de l'énergie (TCE). À ce jour, 132 pays et un groupement économique sont connus pour avoir été défendus dans le cadre d'une ou plusieurs plaintes de règlement des différends entre investisseurs et États. Le nombre total d'affaires de règlement des différends entre investisseurs et États connues a atteint 1 257 en 2022.

MARCHÉS DE CAPITAUX ET FINANCE DURABLE

Les investissements axés sur le développement durable résistent à la volatilité des marchés financiers. La valeur du marché global de la finance durable (obligations, fonds et marchés volontaires du carbone) a atteint 5,8 billions de dollars en 2022, malgré un environnement économique turbulent, notamment une inflation élevée, des taux d'intérêt en hausse, des rendements médiocres et le risque imminent d'une récession, qui ont tous affecté les marchés financiers.

Les fonds durables ont continué à être plus attractifs pour les investisseurs que les fonds traditionnels. Malgré une baisse de la valeur du marché mondial des fonds durables, qui est passée de 2 700 milliards de dollars en 2021 à 2 500 milliards de dollars en 2022, les entrées nettes sur le marché ont été positives, contrairement aux fonds traditionnels, qui ont connu des sorties nettes.

Les fonds durables apportent une contribution significative aux ODD. À la fin de 2022, plus de 500 milliards de dollars, soit 30 % des avoirs des fonds suivis par la CNUCED, étaient engagés dans huit secteurs liés aux ODD, contre 26 % en 2021. La santé, les énergies renouvelables, les systèmes agroalimentaires, l'eau et l'assainissement restent les principaux bénéficiaires des financements, représentant 95 % des actifs engagés dans les secteurs des ODD.

Les fonds durables surpassent leurs homologues conventionnels sur les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), mais l'écoblanchiment persiste. La note ESG moyenne de plus de 2 800 fonds durables suivis par la CNUCED est nettement meilleure que celle de l'indice de référence MSCI des actions mondiales. Néanmoins, au moins un quart des fonds ne sont pas à la hauteur de leur réputation en matière de durabilité.

Le marché des obligations durables continue de croître, bien que l'émission de nouvelles obligations ait diminué de 11 % en 2022. La valeur cumulée en circulation du marché des obligations durables est passée de 2 500 milliards de dollars en 2021 à 3 300 milliards de dollars en 2022. Les émissions annuelles d'obligations sur le thème de la durabilité ont été multipliées par cinq au cours des cinq dernières années. Les émissions d'obligations vertes ont relativement bien résisté en 2022, ne diminuant que de 3 %.

Le marché volontaire du carbone, qui n'en est qu'à ses débuts, offre un potentiel considérable pour le financement d'investissements durables dans les pays en développement. Contrairement à la plupart des marchés du carbone de conformité, ils peuvent canaliser les capitaux d'investissement au-delà des frontières pour financer des projets de réduction ou d'évitement des émissions. Les prix records de la tonne d'équivalent CO2 en 2022 laissent espérer que des coûts d'émissions plus réalistes peuvent contribuer à accélérer la transition énergétique.

Les investisseurs institutionnels continuent de progresser en matière de durabilité et de financer des investissements dans les énergies renouvelables. En 2022, les 100 principaux fonds souverains et fonds de pension publics suivis par la CNUCED ont amélioré leur communication sur les actions en faveur du climat, notamment en investissant dans les énergies durables et en se désinvestissant des combustibles fossiles. Deux tiers des fonds déclarants se sont désormais engagés à atteindre le zéro net dans leurs portefeuilles d'investissement d'ici à 2050. Toutefois, près de la moitié des investisseurs figurant dans le top 100 de la CNUCED ne divulguent toujours pas les risques liés au développement durable ou n'en rendent pas compte, et n'agissent pas assez rapidement pour réorienter leurs portefeuilles.

Les bourses de valeurs continuent d'étendre leur soutien à la finance durable, avec une augmentation du nombre de bourses disposant d'orientations écrites en matière de divulgation ESG, de rapports ESG obligatoires, de formations ESG et d'offres d'obligations et d'actions correspondantes. En 2022, la formation sur les questions ESG est devenue l'activité la plus courante des bourses en matière de développement durable, en partie grâce aux activités de des Nations unies, qui travaille avec des partenaires de développement et des bourses pour former les participants au marché. L'Académie pour des marchés boursiers durables a été créée pour répondre à la demande croissante des bourses de valeurs en matière d'éducation et de formation sur les normes de divulgation des informations ESG et les évolutions réglementaires.

L'égalité des sexes dans la direction des entreprises progresse modestement en 2022. Les femmes occupent 23 % des sièges des conseils d'administration des sociétés cotées sur 22 grandes places boursières du G20. Dans sept marchés du G20, les décideurs politiques ont créé des règles obligatoires régissant le nombre minimum de femmes requises dans les conseils d'administration des sociétés cotées.

Les évolutions politiques et réglementaires montrent l'importance que les pays attachent au marché de la finance durable et à son rôle dans l'atteinte de l'objectif « zéro émission ». En 2022, 22 des 35 économies suivies par la CNUCED, qui représentent plus de 90 % du PIB mondial, ont introduit au moins 50 mesures dédiées à la finance durable, y compris un certain nombre de mesures adoptées par l'Union européenne au niveau régional. Des progrès ont été réalisés dans l'élaboration de taxonomies, la divulgation d'informations sur la durabilité, les mesures spécifiques aux secteurs et aux produits, et la tarification du carbone, tant dans les économies développées que dans les économies en développement.



L'Union européenne, la Chine et les États-Unis ont maintenu leur élan dans l'élaboration de politiques de finance durable, avec des progrès continus en matière d'obligations d'information et d'établissement de normes. D'une manière générale, l'Union européenne a principalement adopté une approche réglementaire, en donnant la priorité à la mise en place d'un cadre global pour la finance durable. La Chine et les États-Unis ont jusqu'à présent adopté une approche hybride, accordant de l'importance à la fois à la réglementation et à l'intégration des dimensions du climat et du développement durable dans les politiques industrielles. En 2022, les États-Unis ont introduit la loi sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act), qui met l'accent sur la promotion des investissements verts.

Les organismes de réglementation des valeurs mobilières et les organismes internationaux de normalisation ont encore progressé dans la codification des rapports sur le développement durable. Le Conseil sur les normes internationales de durabilité, avec ses prochaines normes mondiales de développement durable sur l'ESG et le climat, vise à répondre au besoin de normes cohérentes, comparables et fiables pour la divulgation d'informations sur le développement durable. Avec les normes de la Global Reporting Initiative, elles forment un système complet de rapports d'entreprise pour la divulgation d'informations sur le développement durable.

Malgré sa résilience et sa croissance, le marché de la finance durable reste confronté à une myriade de défis. Il aura besoin d'efforts mondiaux cohérents et concertés pour relever ces défis dans les années à venir.

INVESTISSEMENT DANS L'ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS

Les besoins d'investissement liés à la transition énergétique sont énormes. Pour rester proche de l'objectif de limitation du réchauffement climatique à 1,5°C, le monde a besoin d'environ 1,5 fois le PIB mondial actuel en investissements d'ici à 2050.

Les besoins d'investissement sont beaucoup plus importants dans les économies en développement que dans les économies développées, par

rapport à leur base d'actifs existante. Dans les pays en développement, les investissements dans l'énergie sont nécessaires non seulement pour assurer la transition, mais aussi pour garantir l'accès de tous à une énergie durable et abordable. *La capacité installée en matière d'énergies renouvelables doit être multipliée par 2,5 dans les économies les plus avancées, mais par un facteur plus proche de 25 dans les PMA.*

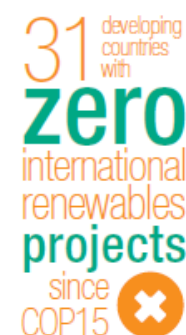
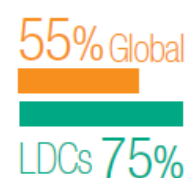
Les investissements internationaux dans le secteur des énergies renouvelables ont presque triplé depuis l'adoption des ODD et de l'Accord de Paris en 2015. Toutefois, cette croissance a été déséquilibrée, une grande partie étant concentrée dans les pays développés. En outre, si les investissements dans les énergies renouvelables ont augmenté, d'autres secteurs pertinents pour la transition, notamment les infrastructures énergétiques, sont encore beaucoup moins investis par les investisseurs internationaux.

Placer l'investissement international dans le contexte de l'investissement total dans la transition énergétique confirme que l'IED joue un rôle important. Dans le secteur des énergies renouvelables, les financements de projets internationaux (FPI) représentent 55 % de la valeur totale des financements de projets. Cette part augmente dans les pays en développement, dépassant 75 % dans les PMA.

Pour les pays les plus pauvres, attirer les investissements internationaux est donc une condition préalable essentielle à une transition énergétique opportune. Il s'agit là d'un sujet de préoccupation, car nombre de ces pays continuent de lutter pour attirer des montants significatifs d'IED au-delà du secteur des industries extractives. *À ce jour, 31 pays en développement, dont 11 PMA, n'ont pas encore enregistré un seul projet d'investissement international de grande envergure dans les énergies renouvelables ou d'autres secteurs de la transition énergétique.*

La plupart des moteurs et des déterminants des décisions d'investissement dans le secteur de l'énergie affectent de la même manière les investisseurs nationaux et internationaux, mais certains sont plus importants ou plus contraignants pour les investisseurs internationaux, ce qui explique le rôle de l'IED et les contributions spécifiques qu'il peut apporter. *Les investisseurs internationaux ont souvent accès à des financements moins coûteux, ce qui réduit le coût du capital pour les projets.*

Le coût du capital est un facteur déterminant pour les investissements dans la transition énergétique, en raison du coût initial élevé des installations d'énergie renouvelable. *Le coût élevé du capital dans les pays en développement, et en particulier dans les pays en situation de surendettement, constitue un frein économique important à la transition énergétique.*



Le coût du capital dans le financement de projets varie en fonction des parties prenantes impliquées. Dans les pays en développement, en moyenne, l'apport d'investisseurs internationaux réduit la marge sur le financement de la dette de 8 % ; l'apport de banques multilatérales de développement (BMD) la réduit de 10 %. La combinaison des participations internationales, des BMD et des gouvernements dans des partenariats public-privé réduit l'écart de 40 %. *Cela montre l'importance de promouvoir de tels partenariats et soutient la réorientation des priorités de prêt des BMD vers l'énergie durable et les actifs d'infrastructure.*

À la suite de l'Accord de Paris, tous les pays formulent des objectifs et des stratégies de transition énergétique dans des contributions déterminées au niveau national (CDN). Tous ne présentent pas le même niveau de planification détaillée des investissements. *Sur les 147 CDN soumises par les pays en développement, 48 fournissent des informations sur les besoins d'investissement et 40 discutent des sources d'investissement potentielles.*

La planification détaillée des investissements dans la transition énergétique implique de traduire les objectifs de réduction des émissions en une trajectoire de transition pour le bouquet énergétique, les besoins implicites en actifs et les lacunes en matière d'infrastructures, ainsi que l'évaluation de la demande, du potentiel et de la localisation des sources d'énergie, entre autres efforts. *Ces détails de planification sont essentiels pour donner aux investisseurs une plus grande certitude quant aux possibilités d'investissement et pour permettre la construction et la commercialisation de projets susceptibles d'être financés.*

Dans les pays en développement, les mesures politiques adoptées pour promouvoir les investissements dans le secteur de l'énergie sont souvent des incitations génériques (principalement fiscales). Des mécanismes plus efficaces de commercialisation des projets d'énergie renouvelable, tels que les tarifs de rachat, les instruments fondés sur des quotas, les garanties de prix de l'électricité et les ventes aux enchères, dépendent de projections adéquates de la demande, de la planification des actifs et de la préparation réglementaire. *Le fait de passer directement de la définition d'objectifs de haut niveau dans le cadre de la CDN à des mesures de politique d'investissement empêche donc d'utiliser les outils les plus efficaces pour promouvoir les investissements dans la transition énergétique.*

Les AI, et en particulier ceux de l'ancienne génération, peuvent entraver la mise en œuvre des mesures politiques nécessaires à la transition. Ils manquent également de dispositions qui soutiennent de manière proactive les investissements dans les énergies à faible teneur en carbone. *La CNUCED propose une boîte à outils de réforme avec des options politiques dans quatre domaines : la promotion et la facilitation des investissements dans l'énergie durable, le transfert de technologie, le droit de réglementer*



pour l'action climatique et la transition énergétique, et la responsabilité sociale des entreprises.

Les marchés mondiaux des capitaux sont la source ultime d'une grande partie des investissements nécessaires à la transition énergétique. Le taux de croissance du financement de la lutte contre le changement climatique sur ces marchés a ralenti et les niveaux de financement actuels restent insuffisants. En outre, le marché des produits financiers durables doit faire l'objet d'une surveillance continue afin d'éviter l'écoblanchiment. *La CNUCED continuera à surveiller le marché du financement durable et climatique, notamment en coordonnant l'Observatoire mondial sur la finance durable des Nations unies et l'initiative pour des marchés boursiers durables des Nations unies.*

Bien que les marchés publics et les normes d'information jouent un rôle clé dans l'amélioration des performances en matière de développement durable, on craint de plus en plus que les entreprises ne choisissent de rester sur le marché privé pour éviter les obligations d'information. *Des actions politiques sont nécessaires pour renforcer la transparence et les exigences de divulgation sur le marché privé.* Cela devient d'autant plus urgent que les entreprises publiques du secteur de l'énergie se déchargent progressivement de leurs actifs liés aux combustibles fossiles au profit de sociétés de capital-investissement et de petits opérateurs non cotés en bourse.

Les investisseurs institutionnels, les fonds de pension et les fonds souverains sont idéalement placés pour contribuer au financement de l'énergie durable. Cependant, ils n'ont souvent pas accès aux opportunités d'investissement dans les pays en développement, car ils ne peuvent pas investir dans des projets qui ne sont pas de bonne qualité. *Une action politique est nécessaire pour transformer les opportunités d'investissement non fiduciaire dans les économies en développement en actifs d'investissement fiduciaire par le biais d'un soutien international aux activités de réduction des risques.*

Le présent rapport propose un pacte d'action mondial pour l'investissement dans l'énergie durable pour tous. Il contient un ensemble de principes directeurs qui prennent en compte les trois objectifs de la transition énergétique - atteindre les objectifs climatiques, fournir une énergie abordable pour tous et assurer la sécurité énergétique - et met en avant six paquets d'action couvrant l'élaboration de politiques d'investissement nationales et internationales ; les partenariats et la coopération mondiaux, régionaux et Sud-Sud ; les mécanismes et les outils de financement, et les marchés financiers durables.

Le Forum mondial de l'investissement de la CNUCED, qui se tiendra cette année juste avant la COP28, au même endroit, sera l'occasion pour les

décideurs politiques au plus haut niveau et pour le plus grand nombre possible d'acteurs de l'investissement pour le développement de faire avancer les actions proposées dans le Pacte d'action mondial pour l'investissement dans l'énergie durable pour tous.